hebdo communiste des P.-O.

Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !

• Politique

Conférence nationale du PCF p.4

• Culture

Ils résistent ! p.10

Disparition d'Eliane Comelade

p.7

2€ - N°3877 - Semaine du 16 au 22 avril 2021

Pyrénées-Orientales

MOBILISATION ET SOUTIEN

de René Granmont

Le peuple ou les milliardaires

« *La lutte des classes existe, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui la mène, et nous sommes en train de la gagner* ». Voilà ce que déclarait le milliardaire Warren Buffet en 2005. De fait, cette célèbre maxime n'a jamais été aussi vraie. Après plus d'un an de pandémie, la dernière édition du classement Forbes des milliardaires vient la confirmer.

Il n'y a jamais eu autant de milliardaires dans le monde, ils sont désormais 2755, soit 660 de plus en un an ! Cette année, ils ont accumulé 4000 milliards de dollars. En un an, la fortune des 20 personnes les plus riches a augmenté de 62 %. Ces chiffres montrent qu'il y a bien de grands profiteurs de la crise, en particulier les patrons et actionnaires des groupes pharmaceutiques et technologiques se sont enrichis comme jamais. En France, le nombre de milliardaires est passé de 39 à 42. Ceux-ci accumulent aujourd'hui une fortune totale de 510 milliards de dollars contre 277 l'année dernière. Parmi ces nouveaux riches, on trouve sans surprise Stéphane Bancel, le patron du laboratoire Moderna…

Mais de quelles sommes parlons-nous en réalité ? Les 21 premières fortunes mondiales accumulent à eux seuls 1 810 milliards de dollars... 181 suivi de dix zéros. Difficilement imaginable ! En comparant les richesses produites chaque année dans chaque pays avec les fortunes accumulées par ces multimilliardaires, on constate que presque tous les pays d'Afrique sont moins riches qu'eux. Jeff Bezos est plus riche que 156 pays, alors que le Français Bernard Arnaud dépasse 153 Etats. Dans le même temps, selon la Banque mondiale, plus de 80 millions de personnes sont tombées dans l'extrême pauvreté et 114 millions de travailleurs ont perdu leur emploi.

Pourtant, du fait de leur puissance économique, nombre d'Etats riches seraient largement en mesure de s'opposer à ces nouveaux maîtres de la planète. Par exemple, en appliquant, comme le propose l'association Oxfam, une imposition supplémentaire de 0,5 % aux 1 % les plus riches pendant 10 ans, permettant de créer 175 millions d'emplois.

Evidemment, Emmanuel Macron refuse absolument qu'on touche à « *ce pognon de dingue* », pas question de s'en prendre à ceux qui lui ont permis de trôner à l'Elysée. Par contre, ses ministres annoncent déjà une drastique cure d'austérité pour la fin de la crise sanitaire… austérité qui, bien sûr, évitera de frapper les plus riches !

Il est temps de décider : accumulation pour l'infime minorité qui pille la planète et l'humanité ou mise en commun des richesses pour répondre aux besoins des peuples ? Ce face-à-face porte un nom : capitalisme ou communisme.

Alain Bobo nous a quittés

C'est avec beaucoup de tristesse que nous avons appris le décès d'Alain Bobo.

Ancien greffé du cœur, il avait mis toute son énergie à l'aide et à l'accompagnement des malades. Président national des Maisons des usagers de la santé, président du collectif associatif des usagers de la santé 66, il avait, tout récemment, reçu *Le Travailleur Catalan* pour une interview dans le dossier consacré à la santé.

Le journal adresse ses sincères condoléances à ses proches.

Médipôle, 11 jours de lutte pour la dignité

En grève depuis le mardi 30 mars, les salarié.e.s de la polyclinique de Cabestany ont repris le travail vendredi 9 avril au soir, après avoir âprement négocié avec l'employeur pour exiger le retour sur la prime d'intéressement. Pour Dany Pradelle, déléguée syndicale CGT, « *ce mouvement a été utile, nécessaire, on a quand même obtenu 50 000 € de plus sur l'enveloppe, et si l'on n'avait pas été dehors, la prime aurait sauté ... et puis, il y a une prise de conscience des salarié.e.s qui ont développé leur esprit critique, ils n'accepteront plus ce que dit la direction sans vérifier, et ça, c'est une victoire !* »

Un espoir mis en chantier

Il y a 150 ans, la Commune ……..

- 11 avril : la Commune décide la création d'un conseil de guerre.

- 12 avril : la Commune décide de suspendre les poursuites judiciaires concernant les échéances (loyers, effets de commerce...).
L'archevêque de Paris, Georges Darboy, otage de la Commune, écrit à Thiers pour protester contre les exécutions sommaires de Communards prisonniers et proposer son échange contre Auguste Blanqui emprisonné à Morlaix sur ordre de Thiers.

- 13 avril : la Commune décide la démolition de la colonne Vendôme.

- 14 avril : la Commune interdit les arrestations arbitraires.

Début du bombardement des troupes de la Commune stationnées à Asnières par l'artillerie versaillaise.

- 16 avril : la Commune fait réquisitionner les ateliers abandonnés et favorise la création de coopératives ouvrières.
La Commune décide un délai de trois ans pour le remboursement des échéances et des dettes.
Élections complémentaires au Conseil de la Commune.

Au mois de mai, un numéro spécial du Travailleur Catalan traitera de cette expérience politique pionnière, sociale, internationaliste, démocratique, laïque, féministe, antiraciste, qui reste une référence du mouvement progressiste.

Journal Le Travailleur Catalan
Bulletin d'abonnement

remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

FORMULE HEBDO PAPIER
☐ 6 mois : 40€ ☐ 1 an : 78€

FORMULE HEBDO NUMÉRIQUE ET PAPIER
Site+papier ☐ 1 an : 100€ Site ☐ 1 an : 66€

Nom, prénom : .....

N° : ..... Rue, bd, ave., etc. : ..... Nom de la voie : .....

.....

Code postal ou cedex : ..... Ville : .....

Mail : ..... Tél : .....

Bulletin à renvoyer à : Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan. Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr
Tél. 04.68.67.00.88 - Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.

Le Travailleur Catalan
44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88 -
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621 /
N° ISSN 1279-2039

Gérante / Directrice de publication Eulalie Arabia
Administrateur Remi Cathala
Maquette Priscilla Beauclair
Une : solidarité étudiants
© Enrique Campaner Calero
© DR letc.
Illustrations : © Delgé
Impression Imprimerie Salvador 33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)
Webmaster Priscilla Beauclair / Dominique Gerbault
Publicité Richard Siméon

Plus d'articles sur www.letc.fr

suivez-nous sur

Les AESH manifestent

Éducation. ***Les accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) au sein de l'Éducation nationale ont manifesté dans toute la France le 8 avril pour dénoncer la non-prise en compte de leur rôle essentiel auprès de ces enfants. Dans les P.-O. aussi.***

Ils étaient une cinquantaine devant la DSDEN (ex-Inspection académique) des P.-O., venus des collèges de Millas, Canet, Saint-Cyprien, Pagnol, des écoles d'Alembert et Vertefeuille de Perpignan. Une cinquantaine de ces personnels qui accompagnent les enfants en situation de handicap à l'école afin de leur permettre de se faire une place dans la société et d'aider leurs parents dans cette tâche. Une tâche dont ils sont fiers. Sauf qu'ils sont plus que déconsidérés. La Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) fixe le nombre d'heures d'accompagnement d'un enfant handicapé (24 heures). L'accompagnant perçoit 782€ par mois. La loi sur « l'école inclusive » a mis en place des pôles inclusifs d'accompagnement localisés (PIAL), nouvelle forme d'organisation destinée à la coordination des ressources, ce qui a aggravé leurs conditions de travail en leur permettant de prendre en charge jusqu'à 10 élèves sur plusieurs établissements. Les AESH revendiquent la création d'un vrai statut de fonctionnaire valorisant leur rôle avec une formation professionnelle qualifiante, une augmentation salariale. Pas sûr qu'ils soient entendus. Malgré les discours lénifiants du gouvernement revendiquant la nécessité d'améliorer l'encadrement de ces enfants.

A.-M. D.

Les communistes solidaires

Solidarité. ***Les 7, 8 et 9 avril, les communistes ont distribué des produits de première nécessité aux étudiant.e.s aux portes de l'université de Perpignan.***

Depuis le mois de février, les communistes du département se sont mobilisé.e.s sur tout le territoire pour dénoncer la situation des étudiant.e.s et pour collecter des produits de première nécessité. Ce sont près de 3,5 tonnes de produits alimentaires et hygiéniques qui ont été récoltées. Au cours de ces quelques semaines de collecte, l'accueil fut unanimement positif.

De nombreux parents ou grand-parents d'étudiant.e.s, touché.e.s directement par la situation catastrophique dans les universités, ont fait des dons et ont témoigné de leur colère. L'ensemble des produits récoltés a été redistribué aux étudiant.e.s. Ce sont plus de 400 jeunes qui se sont rendu.e.s sur les points de distribution et ont pu se réapprovisionner. Sans surprise, ce sont les produits hygiéniques, les moins abordables financièrement, qui sont partis le plus vite.

Une initiative politique

Les communistes présent.e.s aux différentes distributions l'affirment : « *Nous ne sommes pas une association caritative, nous organisons la solidarité mais nous portons également des propositions concrètes pour ne plus jamais avoir à faire ça* ». Cet aspect n'a pas échappé aux étudiant.e.s accueilli.e.s par l'Union des étudiant.e.s communistes et le PCF avec un tract autour de la proposition d'un revenu étudiant. Toutes et tous ont manifesté un grand intérêt pour cette proposition. De nombreux témoignages ont montré l'utilité d'une telle mesure. « *J'ai arrêté ma première année de licence car j'étais salariée parallèlement à mes études* » a affirmé une étudiante. Pour un autre : « *Le système de bourse est inefficace, je ne peux pas vivre avec 400 euros par mois* ». Finalement, des dizaines d'étudiant.e.s ont décidé de s'investir dans la campagne pour un revenu étudiant, et certain.e.s d'entre eux ont, pour cela, fait le choix d'adhérer au PCF et à l'UEC.

David Arabia

© Enrique Campaner Calero

Le Ségur de la Santé, une esbrouffe de plus !

Perpignan. ***Les oubliés du Ségur de la santé ont fait entendre leur voix.***

Jeudi 8 avril, journée nationale de la santé, des milliers de personnels du médico-social et du social sont descendus dans les rues, partout en France. Dans le cadre du Ségur de la santé (plan mis en place par le gouvernement afin de revaloriser les métiers des établissements de santé), a été actée une revalorisation des personnels, mais de nombreux professionnels en sont exclus.

Dans les P.-O., plus de 12 000 salariés sont exclus du plan Ségur !

A l'appel de l'intersyndicale CFTC, CFE-CGC, CGT, FO et Solidaires, ce sont plus de 250 personnes qui se sont rassemblées devant la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) de Perpignan. Une délégation des représentants syndicaux et d'associations de parents a été reçue par Françoise Fiter et Damienne Beffara (vice-présidentes du conseil départemental en charge du handicap et de la santé). Elles ont apporté tout leur soutien aux salariés des services et établissements sociaux et médico-sociaux exclus du Ségur. Les délégués ont dénoncé la situation des salariés : « *À ce jour dans notre département, sont toujours exclus des 183 €, plus de 600 agents du secteur public hospitalier et environ 5000 salariés du secteur privé, de même que les agents de l'Union pour la gestion des établissements de caisses d'assurance maladie (UGECAM) et les 6 000 salariés de l'aide à domicile qui réclament l'agrément de l'avenant prévoyant 15% d'augmentation de salaire* ».

Ils demandent que de véritables négociations s'ouvrent sur « *l'égalité de traitement des salariés en validant l'extension immédiate des 183€ pour tous, le recrutement massif de personnels qualifiés et diplômés, des conditions de travail dignes et une amélioration des rémunérations.* »

Le cortège a clôturé sa marche devant l'institut médico éducatif départemental. Une fois de plus, le gouvernement en ne respectant pas ses engagements, divise pour mieux régner et continue de mépriser les soignants !

Joëlle Allemand

Et le 1er mai ?

Ils en rêvaient. Le corona leur a ouvert la voie pour faire taire la colère sociale. Rappelez-vous la fin d'année 2019, le début de 2020, la bataille des retraites, des manifs de très grande ampleur, unitaires, déterminées, inventives. Quelques mois de pandémie, des semaines de confinement, un 1er mai 2020 avec des travailleurs aux abonnés absents (par force).

Mais les mauvaises habitudes ont la peau dure et depuis le printemps 2020 le cours d'une actualité sociale tendue a remis dans la rue de nombreux manifestants. Et 2021 a repris le flambeau.

Le troisième confinement fatigue les corps et les esprits. Mais nous sentons que le mouvement social, le monde du travail est en capacité de relever la tête, que le 1er mai 2021 ne doit en aucune façon ressembler à celui de l'an dernier, qu'il serait salutaire d'initier à l'occasion de la fête des travailleurs, dans le respect des règles sanitaires, des formes multiples de rassemblements, manifestations pour que soit enfin prise en compte la parole des salariés, des chômeurs, des précaires, des retraités, des étudiants, des femmes, des hommes de ce pays. L'heure est à une poursuite des luttes, à leurs convergences, au renforcement du rapport de force entre le monde du travail et tous ceux qui le méprisent et l'exploitent.

J.-M.P.

Un candidat communiste à la présidentielle ?

Politique. ***Le PCF a tenu sa conférence nationale en vue des élections législatives et présidentielles.***

Les 10 et 11 avril, mille communistes de toute la France se sont retrouvé.e.s pour une conférence nationale qui s'est tenue sous une forme inédite. En effet, crise sanitaire oblige, c'est en visioconférence qu'a eu lieu ce grand temps de démocratie interne du PCF. Tout au long du week-end ce sont plus de cent militant.e.s issu.e.s d'une soixantaine de départements différents qui ont pu s'exprimer et participer ainsi au débat sur la stratégie qu'adoptera leur parti dans la perspective des élections présidentielles et législatives. Le texte d'orientation soumis aux mille délégué.e.s affirme que « *la France a besoin d'une grande révolution démocratique, faite d'avancées décisives, de conquêtes de pouvoirs faisant reculer toutes les dominations sur nos vies et nos libertés.* » Les moyens nécessaires pour parvenir à cet objectif ambitieux ont fait débat et c'est sans surprise que les échanges se sont concentrés sur l'éventualité d'une candidature issue du PCF à la présidentielle. Au sein de la délégation catalane, deux communistes ont pu faire partager leur point de vue à l'ensemble des délégué.e.s. Marie-Françoise Sanchez, favorable à une candidature communiste s'est ainsi questionnée : « *S'il n'y a pas de candidat communiste à l'élection présidentielle, qui portera mes idées ?* ». Françoise Fiter, elle, a soutenu l'idée d'une candidature commune à gauche car « *il y a une vraie aspiration au rassemblement pour redonner espoir et envie de se mobiliser électoralement* ».

Le débat reste ouvert

Entre celles et ceux qui considèrent que l'enjeu et le danger du RN sont trop grands pour faire le choix de la division et d'autres qui pensent que le PCF, en présentant un candidat, peut ramener le monde du travail vers les urnes, le débat fut vif mais fraternel. Finalement, les membres de la conférence nationale se sont prononcés à 66,41% pour une candidature communiste, 29,44% pour une candidature de rassemblement et 4,14% se sont abstenus. Mais cette deuxième étape de ce processus démocratique n'est pas la dernière. Les 7, 8 et 9 mai prochains, c'est l'ensemble des adhérent.e.s qui auront le dernier mot sur la stratégie de leur parti pour 2022. Ils devront ainsi se prononcer sur la proposition du CN, approuvée par la conférence nationale, d'une candidature communiste accompagnée d'un pacte d'engagement législatif avec les autres forces de gauche.

David Arabia

Mille communistes ont échangé en visio conférence.

Témoignages de délégués des Pyrénées-Orientales

La conférence a amplifié le vote du CN puisque plus de 66 % des délégués se sont prononcés pour une candidature communiste à la prochaine élection présidentielle. Comme l'a souligné fortement Hervé, « *le vote est sans appel et reflète l'opinion majoritaire des délégués* ». Nadine, quant à elle, regrette qu'il n'y ait pas eu de débat sur le bulletin de vote faute de temps, les interventions prévues la veille ayant occupé la plus grande partie de la matinée suivante. Pour Marie-Françoise « *il va falloir mener la campagne* » et tout en affirmant qu'on « *s'est bien tiré d'un exercice difficile* », elle note que les discussions riquent d'être animées mais elle a « *confiance compte tenu de la qualité des débats de la conférence nationale* ». David, quant à lui, estime que l'objectif désormais est de recueillir le vote du plus grand nombre de militants.

Après l'allocution de clôture du secrétaire général du PCF, Fabien Roussel, tous les délégués des Pyrénées-Orientales étaient d'accord sur un point : cette conférence nationale inédite ne représente qu'une étape.

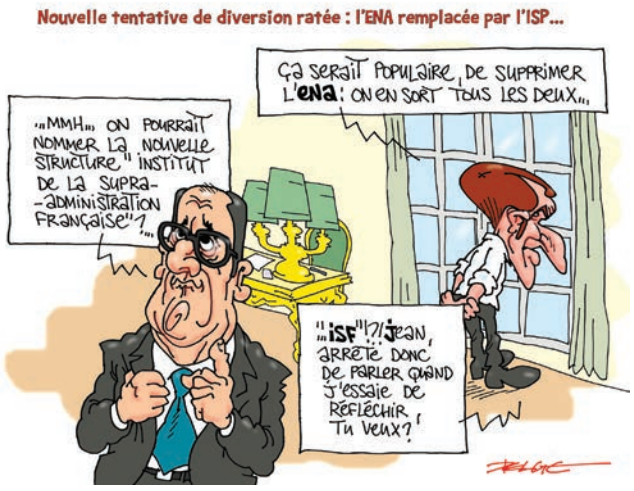
Ève Gerbault

Changer pour ne rien changer

Fonction publique. ***L'Élysée veut supprimer l'ENA pour créer une école qui réponde encore mieux aux appétits capitalistes.***

Emmanuel Macron a décidé de supprimer l'École nationale d'administration. Déjà, lors du mouvement des gilets jaunes, en 2019, il en avait fait la promesse. Le remplacement de l'ENA par une école d'un autre nom revient cette fois sur la table en pleine polémique sur des dîners clandestins auxquels auraient participé des ministres…

Malgré son image élitiste, la vocation de cette école était au départ progressiste… Elle avait été fondée après la Libération, en même temps que le statut de la fonction publique, par le ministre communiste Maurice Thorez. Il s'agissait alors de démocratiser la haute fonction publique, jusque-là marquée par un fort népotisme. Depuis, cet esprit originel s'est largement étiolé, attisant ainsi la défiance populaire à l'égard d'une école accusée d'assurer la reproduction d'une caste privilégiée. Aujourd'hui c'est elle qui forme ces cohortes de hauts fonctionnaires qui, depuis plus de trente ans, passent par l'Inspection des finances, avant de déserter le service de l'intérêt général pour aller se mettre au service de la finance. Et, plus récemment, faire un mouvement inverse, celui des rétropantouflages (à l'image d'un Emmanuel Macron), des inspecteurs des finances partis s'enrichir dans le privé revenant vers le public.



« Une diversion à l'impéritie de l'exécutif »

Pour l'ancien ministre de la Fonction publique Anicet Le Pors, il s'agit d'une « *décision démagogique* », destinée « *à faire diversion à l'impéritie de l'exécutif macronien aussi bien concernant la situation sanitaire que les grands problèmes de notre époque* ». En 2019, il expliquait déjà que la proposition d'Emmanuel Macron consistait en une « *diversion à la réforme de la fonction publique. L'idée est de tout changer pour que rien ne change au niveau de la fabrication des castes* ». Anicet Le Pors rappelait également la vocation progressiste de l'ENA à sa fondation, vocation qu'il avait voulu ranimer quand, ministre de Pierre Mauroy, il avait réservé la troisième voie d'accès à l'ENA aux militants syndicaux, aux dirigeants d'association et aux élus.

« Une mise au pas de la haute fonction publique »

Il faut également comprendre ce qui se joue derrière cette annonce, au-delà de la démagogie. Mis en perspective avec sa loi de transformation de la fonction publique de 2019, Anicet Le Pors y voit surtout une volonté de « *mise au pas de la haute fonction publique pour servir dans un contexte néolibéral* ». Il est fort probable que l'école remplaçant l'ENA sera davantage adaptée au contexte en question… En fait, c'est moins l'ENA qui est en cause que l'avenir de nos services publics.

René Granmont

Une pile de billets … astronomique !

Le classement Forbes des milliardaires publié la semaine dernière vient confirmer que patrons et actionnaires des groupes pharmaceutiques et technologiques se sont enrichis comme jamais. Parmi eux, un Français, Bernard Arnaud dont la fortune a progressé de 50 % en un an pour atteindre 126 milliards d'euros. Peut-on imaginer une telle fortune ? S'il prenait idée à notre très riche Bernard de changer cette fortune en billets de 500 euros, cela ferait une pile de billets de… 30 240 mètres de haut ! Plus de 30 kilomètres ! Elle passerait largement au-dessus de l'orbite des satellites du GPS…

Le marxisme, une école de fraternité

Partage. ***Les idées marxistes nous permettent non seulement de mieux comprendre le monde, mais de mieux vivre ensemble.***

Le marxisme est indissociablement une pratique nourrie de théorie et une théorie sans cesse remaniée par la pratique. Une pratique qui est une pratique sociale. On s'excuse de répéter ces banalités, mais est-ce totalement inutile ? Peut-être pas, par les temps qui courent.

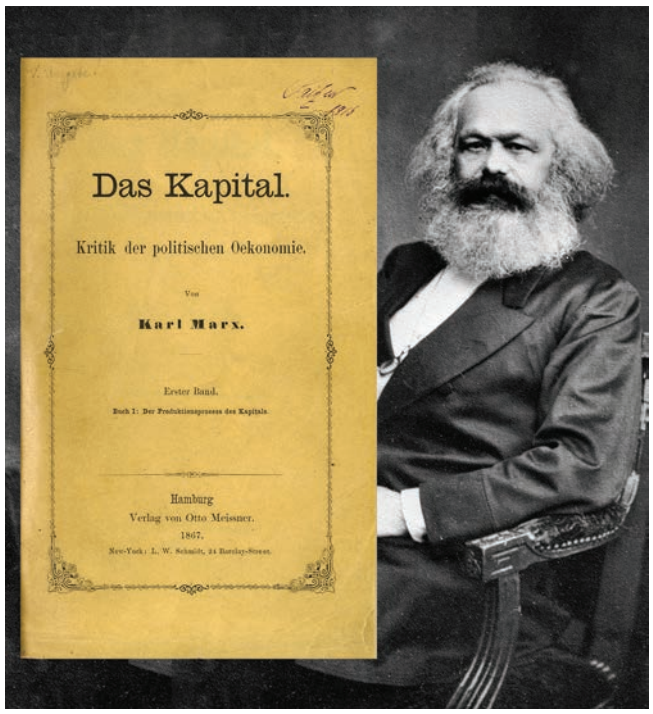
La rencontre entre mouvement ouvrier et théorie révolutionnaire

La jonction, ou plutôt la fusion, entre lutte des classes et théorie révolutionnaire, c'est d'abord dans le mouvement ouvrier qu'elle a eu lieu. Il y a fallu des siècles : que de révoltes sans perspectives et sans lendemain, que de boucs-émissaires sacrifiés pour rien, que de colères dévoyées. Et en face, que de théories fumeuses.

Les premières formes d'organisation ouvrières et paysannes étaient des structures de métier, extrêmement hiérarchisées, très paternalistes exclusivement masculines et rigoureusement corporatistes. Elles défendaient âprement les intérêts de leurs adhérents, sans se soucier des autres salariés. La notion même de salariat leur était étrangère.

Dans les chapitres 14 et 15 du *Capital*, ceux qu'on ne lit jamais, Marx décrit l'extraordinaire mutation que la révolution industrielle impulsée par le capitalisme fit subir à ces institutions qu'on avait pu croire éternelles. Il montre comment la famille traditionnelle, patriarcale et masculine, a été ébranlée dans ses tréfonds par la loi du profit maximum et la mise en concurrence des travailleurs entre eux : travail des femmes et des enfants, individualisation des salaires, travail en usine et non plus à la maison, imposition d'horaires stricts et discipline au travail. Une violence ressentie non sans raison comme inhumaine.

Mais le mouvement ouvrier, encore très faible, a longtemps eu du mal à s'affranchir de sa tradition corporatiste et patriarcale. Longtemps, trop longtemps, des travailleurs ont refusé le progrès que permettait la mécanisation : ce fut notamment l'épisode du luddisme, où ce sont des travailleurs attachés aux anciennes façons de produire qui cassaient les machines.



Le mouvement ouvrier s'est constitué, et ici l'apport de Marx et des marxistes a été déterminant, non pas contre la révolution industrielle, mais contre la façon dont le capitalisme la faisait fonctionner à son seul profit. Ce n'est pas la révolution industrielle en soi qui est responsable de ce crime qu'a constitué le travail des enfants, c'est la recherche du profit maximum à court terme. Et comme le montre l'historien anglais E.P. Thompson, dont les études de terrain confirment les intuitions de Marx, le travail salarié des femmes a donné à bon nombre de celles-ci, certes dans des conditions très difficiles, les moyens de s'émanciper des structures patriarcales en les rendant indépendantes de leur père ou de leur mari.

La classe ouvrière, porteuse de l'intérêt général, confrontée au défi de ses mutations

La classe ouvrière, c'est finalement un « nous » collectif résultant d'une construction commune, dans la longue durée, construction qui a rebattu les cartes des appartenances communautaires, corporatives, générationnelles, ainsi que des identités de genre.

C'est là un processus qui a su s'élargir. Deux institutions au moins, le système des retraites par répartition et la sécurité sociale, sont de formidables outils potentiels d'intégration et d'assimilation : hommes et femmes, jeunes et vieux, Français et immigrés cotisent selon leurs moyens et reçoivent, ou devraient recevoir, selon leurs besoins. C'est déjà du communisme. C'est fondamental.

Mais c'est un processus encore en devenir : la matrice ouvrière originelle l'a marqué de certaines étroitesses. La révolution numérique a profondément remanié les manières de travailler, le rapport au collectif de travail et à la transmission des savoirs. Certaines représentations du travail industriel et de l'identité ouvrière ne correspondent plus à la réalité. Les organisations de salariés en ont pleinement conscience, et notamment la CGT, qui, depuis plusieurs décennies, développe une activité suivie en direction des ingénieurs, cadres, techniciens et agents de maîtrise : couches en expansion, jeunes, fortement féminisées, formées de plus en plus à l'extérieur des entreprises, porteuses d'aspirations nouvelles pleinement justifiées.

Il a fallu du temps et bien des luttes pour comprendre que c'est le monde du travail et de la création qui produit les richesses sociales. On sait maintenant qu'il a aussi à charge de préserver les richesses naturelles « *comme les bonnes têtes de la maisonnée* » (Marx). Au-delà des questions proprement liées au travail, il est bon de souligner que la théorie et la pratique marxistes et communistes ont toujours tendu à dépasser les oppositions rigides entre sexes, ethnies, origines, religions, métiers. Face à un capital qui n'a pas de patrie, de sexe ni de religion, il faut cultiver l'unité, qui, comme toute unité, ne saurait être que la féconde unification de différences réelles, à mettre en complémentarité et non en opposition, encore moins en conflit. C'est cela la fraternité : quelque chose qui fait notre force. Un acquis précieux à préserver comme la prunelle de nos yeux.

Jean-Michel Galano

L'euthanasie ? Une question qui divise les députés

Assemblée Nationale. ***Les députés tentent de se mettre d'accord sur un projet de loi qui divise tous les groupes parlementaires.***

Un projet de loi « fin de vie libre et choisie », déposé par Olivier Falorni (Libertés et Territoires) a été adopté en commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale. Il a été présenté en première lecture lors d'une journée réservée à ce petit groupe d'opposition. Le vote à l'Assemblée n'a pu avoir lieu vu le nombre d'amendements déposés (3 000) dont 2 300 pour le groupe LR seul.

Dans une tribune publiée dans *le Journal du Dimanche*, 270 députés de tous bords se sont prononcés en faveur du texte et ont dénoncé une « *obstruction parlementaire* ». « *Le doute n'est plus permis : plutôt que d'enrichir le débat, l'objectif de cette minorité est d'y couper court* », déclarent ils.

96 % des Français seraient pour

Plusieurs textes sur ce sujet ont été déposés à l'Assemblée Nationale comme au Sénat depuis 2017. Selon un sondage Ipsos paru en avril 2019, 96 % des personnes interrogées se disent en faveur de l'euthanasie, 60 % considèrent que « *le droit à l'euthanasie devrait être encadré et possible uniquement en cas de souffrance grave et incurable* ». La question dépasse le clivage gauche/droite, il entre dans l'intime, parfois même il renvoie aux croyances et cultures de chacun.

La loi Claeys-Leonetti de 2016 autorise actuellement l'usage de la sédation profonde et continue jusqu'au décès, en phase terminale uniquement pour des personnes dont le pronostic vital est engagé « *à court terme* ». Chaque année, entre 2 000 à 4 000 personnes ont recours à des euthanasies clandestines, d'autres s'exilent vers des pays européens pour y avoir recours.

Reste à savoir si la France rejoindra les autres pays de l'UE qui, comme la Belgique, les Pays-Bas, l'Espagne, le Luxembourg, ont déjà légiféré en faveur de ce projet.

Dominique Gerbault

Il y a 27 ans, le massacre des Tutsis

Rwanda. ***La commission Duclert rend son rapport sur la responsabilité de la France dans le massacre des Tutsis.***

Les conclusions de la commission de recherche sur les archives relatives au génocide des Tutsis (1990-1994), remises à l'Élysée le 26 mars dernier, marquent une « *avancée considérable* », estime Emmanuel Macron et il s'en réjouit. Il espère tenir enfin de quoi solder et clore l'épineux dossier de la relation de la France au Rwanda. Les historiens auraient ainsi fait œuvre utile, ce qui pourrait ripoliner l'image de la France aux yeux de toute l'Afrique.

Soutien au pouvoir dictatorial et réaction tardive

La commission pointe une « *responsabilité accablante* » de l'Élysée et l'obstination de François Mitterrand à ne pas vouloir regarder poindre un dénouement épouvantable. La France s'en est ainsi tenue à une simple opposition entre le camp hutu, incarné par le président Habyarimana, et le Front patriotique rwandais (FPR), de l'actuel président, Paul Kagamé. Elle s'est polarisée sur les menaces de ce dernier et n'a pas rompu à temps avec son protégé, alors même qu'il se livrait au génocide. Elle a enfin réagi tardivement avec l'opération « Turquoise », laissant périr la très grande majorité des Tutsis du Rwanda. C'est, en substance, ce que dit la commission Duclert.

© Julien Harneis

La France aurait réagi tardivement face au génocide des Tutsis, selon V. Duclert.

Un système d'influence cher à François Mitterrand

Responsable, donc, la France, mais aucunement complice de quelque façon que ce soit dans le génocide. « *Il n'y a aucun document qui démontre un soutien aux extrémistes hutus dans leur ciblage des Tutsis en tant que "race" à exterminer. La France ne s'est jamais associée à un tel programme, ni ne l'a voulu dans ses actes et ses discours. Elle n'a pas non plus armé, ni formé les milices qui allaient en premier lieu exécuter le génocide. Elle a cru former des soldats rwandais* », insiste Vincent Duclert.

Pas de quoi convaincre l'association Survie. « *Les conditions de la complicité sont clairement réunies* », estime un de ses membres, François Graner, coauteur de *l'État français et le génocide des Tutsis* (Éditions Agone, 2020). Il suffit d'avoir un soutien actif en connaissance de cause. « *Les décideurs français n'avaient pas d'intention génocidaire. Leur intention, c'était de maintenir le Rwanda dans leur zone d'influence, comme ils font dans plein de pays d'Afrique, c'est une politique générale à laquelle Mitterrand se tenait de façon très active.* » Et ce, au prix du massacre d'au moins 800 000 Tutsis, sacrifiés sur l'autel de la raison d'État .

Roger Rio

Mumia en danger de mort

En prison depuis 40 ans en Pennsylvanie (États-Unis) dont 30 passés dans le couloir de la mort, le journaliste afro-américain Mumia Abou Jamal âgé de 67 ans, accusé du meurtre d'un policier blanc (ce qu'il a toujours réfuté), se trouve aujourd'hui en danger de mort. La mobilisation pour le sauver s'organise. Des personnalités politiques, syndicales, universitaires, du monde du cinéma, du sport, etc. en appellent au gouverneur de Pensylvannie, au procureur de Philadelphie et à l'administration pénitentiaire. Ils se disent « *préoccupés par la brutale dégradation de la santé du journaliste et surtout consternés par le comportement inhumain de l'administration pénitentiaire, laissant souffrir cet homme à l'infirmerie de la prison ou dans sa cellule avec des soins à minima et inappropriés à la gravité de son état* » . Ils demandent de « *mettre un terme à la maltraitance dont il est la victime et qui s'apparente à une peine de mort déguisée* » et de le libérer« *pour raison humanitaire* », ce qui a déjà été accordé à certains détenus âgés et malades.

Michèle Devaux

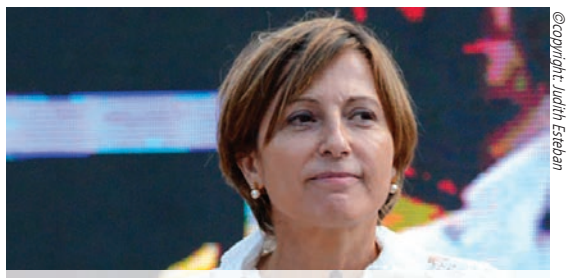
Machiste un jour, machiste toujours…

À Ankara, lors de la réunion des responsables de l'UE avec le président turc Recep Tayyip Erdogan, le président du Conseil européen, Charles Michel, et le président turc se sont calés dans les deux fauteuils préparés pour la réunion, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, désemparée de n'avoir aucun siège, étant obligée d'opter pour un lointain divan. Cet affront infligé à madame von der Leven ne saurait nous étonner de la part du dictateur turc. En revanche, que dire de la passivité coupable de Charles Michel qui s'était empressé d'occuper un fauteuil devant la présidente de la Commission et qui n'a émis aucune remarque devant la goujaterie de son hôte. D'Ankara à Bruxelles, le machisme reste la chose la mieux partagée…

Une femme politique sous les verrous

Carme Forcadell. ***Nous ne sommes pas en Turquie. Et pourtant, la justice espagnole, toujours dans l'ombre du franquisme, enferme durement la liberté d'expression.***

Carme Forcadell est née le 29 mai 1955 à Xerta, petite ville du bord de l'Ebre, en Catalogne. Fille d'un travailleur paysan puis chauffeur de camion, à 18 ans, elle fait ses études à Sabadell puis à l'université de Barcelone. Elle obtient une licence de philosophie et des sciences de la communication. Entre 1979 et 1982, elle travaillera comme rédactrice à la télévision espagnole. Ensuite, elle sera coordinatrice de la normalisation linguistique dans les services de l'enseignement catalans. Sur le plan politique, elle sera conseillère de l'ERC* à la mairie de Sabadell et organisera les prémisses de l'Assemblée nationale catalane (ANC). Élue au parlement catalan en 2015, elle en sera la présidente. Elle aura été jusqu'au bout de ses convictions et sera poursuivie par le Tribunal suprême (à majorité PP), pour rébellion et sédition suite au référendum du 1er octobre 2017. Après une première prison préventive, elle sera libérée sous caution puis incarcérée à la suite de nouvelles poursuites judiciaires. Mariée et mère de deux enfants, elle purge, depuis trois ans, 11 ans et demie de prison.



©copyright Judith Esteban

Carme Forcadell condamnée pour rébellion et sédition.

Yvon Huet

***ERC :** Esquerra republicana catalana : Parti de la gauche indépendantiste, 33 députés aux dernières élections catalanes. Sur le plan national, avec ses 13 députés, il soutient la gauche (PSOE/U-PODEMOS) face à la droite et à l'extrême droite (PP et Vox).

L'acharnement

7 avril 2021. Le juge pénitentiaire (juge des libertés) a cédé aux injonctions du Tribunal Suprême de Madrid et a révoqué le troisième grade (liberté conditionnelle) de Carme Forcadell et Dolors Bassa. C'est ce même juge qui l'avait accordé il y a quelques mois, permettant à ces deux femmes de rentrer chez elles du vendredi au dimanche et de dormir en prison les autres soirs de la semaine. Qu'est-ce qui a changé provoquant ainsi la révocation de cette mesure ayant pour conséquence de les maintenir sous un régime d'emprisonnement complet ? Rien ne semble venir de leur comportement qui aurait incité à cette mesure si ce n'est la volonté du Tribunal Suprême de considérer que les mesures d'adaptation ou de liberté conditionnelle ne sont pas pour elles.

Dominique Noguères, observatrice de la FIDH au procès de Madrid

Aujourd'hui, je n'ai pas faim

Gastronomie. ***Éliane Thibaut-Comelade, ambassadrice de la gastronomie catalane, s'en est allée au paradis des bons mangeurs.***

Le drapeau de la gastronomie catalane est en berne, son emblématique représentante, Éliane Thibaut-Comelade, s'est éteinte. J'ai découvert ses livres avec leurs centaines de recettes tirées du plus profond de l'histoire culinaire catalane dès mon arrivée dans les P.-O. il y a plus de 20 ans. Pour le gavatch que j'étais, ce fut un choc savoureux ! La gastronomie catalane devenait pour moi une des meilleures du monde. J'ai rencontré Éliane pour la première fois à la maison communiste en 2005 lors du colloque Catalanité « *Différences en partage* ». De découvertes en découvertes : la picada, le sofregit,... je me suis inspiré de la richesse incommensurable de la nourriture apprêtée « *à la catalane* ». Grâce à elle, j'ai accommodé le mar i munt que de nombreux lecteurs et lectrices, ami.e.s du *Travailleur Catalan* et gourmands de la fête de l'Humanité, ont pu découvrir. C'est devenu mon plat fétiche. Éliane Thibaut-Comelade a fait un immense travail historique pour recenser et repenser une multitude de recettes d'origine.

Une visite inattendue

Lors d'une des fêtes de la chèvre à Montalba-le-Château, avec mon équipe, j'ai concocté un civet de chèvre inspiré du civet de sanglier de l'un de ses livres de recettes… Fourchette en main, les 150 convives attendaient de goûter ce plat inédit quand on a vu arriver discrètement Éliane. Pour l'équipe et moi-même, notre étonnement fit aussitôt place au trac : que va-t-elle penser ? Va-t-elle aimer ? C'est mon ami, l'œnologue Pierre Torres, qui me faisait cette surprise. N'étant ni cuisinier encore moins chef étoilé, je n'ai pas osé la saluer et ai attendu la fin du repas. C'est avec émotion que j'allais la remercier de sa présence et lui demander son avis. Ses yeux rieurs m'ont rassuré avant ses paroles : « *C'était excellent !* » me dit-elle. Efficace ambassadrice de la cuisine catalane, elle s'est montrée avenante, joviale, modeste. Nous avons enchaîné une conversation culinaire à bâton rompu, sans chichi, à jeu égal. Elle me conforta dans l'idée que chaque recette a droit au respect mais aussi à de l'originalité, de l'invention, de la création personnelle. À la librairie de Noël du *Travailleur Catalan*, elle me dédicaça son dernier ouvrage d'une phrase succulente dédiée aussi à l'équipe de Barboufat : « *À des amis fidèles qui, eux aussi, sauvegardent notre identité...* ». Aujourd'hui je n'ai pas faim...

Rémi Cathala, alias Barboufat

Disparition d'une grande dame

Alors qu'Eliane Comelade vient de nous quitter, comment ne pas évoquer le titre d'un de ses derniers livres : *Plusieurs fois 20 ans, seule et llaminera*. Avec gourmandise et sensibilité, elle y donnait quelques indications pour bien vieillir. Elle a sûrement dû les appliquer tant jusqu'au bout elle rayonnait d'intelligence et d'humour.

Une belle et longue vie, des engagements forts, une soixantaine de livres et un apport majeur à la sauvegarde du patrimoine culinaire de Catalogne Nord.

Le RN toujours ringard et antiféministe

La municipalité de Perpignan s'est fendue d'un communiqué d'hommage à Éliane Comelade à l'occasion de sa disparition. On y lit, entre autres, « *Quelle maîtresse de maison locale qui n'a dans sa vitrine un de ses nombreux ouvrages de cuisine* »

On pensait que le terme de « *maîtresse de maison* » n'avait plus cours de nos jours, que le rôle des femmes n'était plus seulement réduit au foyer. C'était sans compter avec un maire RN soucieux de maintenir les bonnes vieilles traditions.

Pas sûr que cet hommage aurait convenu à Éliane Comelade, femme libre et indépendante.

On frémit de tant de ringardise, d'une idéologie qui évoque la trouvaille du Kaiser Guillaume II pour qui le rôle de la femme se résumait aux trois K : Kinder, küche, kirche (enfant, cuisine, église), trilogie qui a été adoptée par le IIIe Reich.

Une conception du rôle de la femme qui est une constante de la droite et de l'extrême droite.

N.G.

En Català

Tòpics d'aquí

- A prop d'Espirà de l'Aglí hi ha un pont de l'Edat Mitjana...

- Que diuen que abans era un pont romà...

- Que ara de totes maneres és destruït... i que par veure'l, això per la poca gent que se'n ha assabentat i que en té ganes, és molt difícil perquè els propietaris de la zona han posat barreres a tot arreu.

- Però malgrat tot s'hi pot anar, a més enmig dels propietaris també hi ha gent molt amable, acollidora, i que fins i tot te donen explicacions!

- Molt bé, i tornant, passes per l'aeroport de Perpinyà, que ara es diu "Perpinyà-Ribesaltes", i abans era la Llavanera...

- Sí, li han posat lo de Ribesaltes perquè és una marca coneguda, pel vi...o si convé l'hi han posat per fer publicitat del vi, al contrari!

- En tot cas es passa per sobre d'una ribera, es clar sensa aigua, que es diu la Llavanera...

- Que deu venir d'un cim del mateix nom, de les muntanyes del Madres...

- I doncs, quan, venint de contemplar el pont romà d'Espirà, has passat sobre de la Llavanera, descobreixes en una pista de Perpinyà- Ribesaltes l'avió personal del coronel Gaddafi, que fa anys que hi espera de ser comprat! Tot això amb el Canigó de fons, pintat de blanc! Quin país! Bé, ja sé que lo del Canigó amb la seva corona de nata no és pas ben lo teu, mes t'hauria d'agradar la cara surrealista de tot això, no tan lluny del centre del món, segons Dalí...

- Tan o més surrealistes són dues o tres notícies que venen d'arreu del món...

- La mort del príncep Felip?

- D'Espanya?

- Que va! D'Anglaterra...

- Siguem seriosos! Jo pensava per exemple amb la feina d'uns investigadors de Corea, que descobreixen coses extraordinàries sobre les plantes.

- Ja ho he vist: els hi posen unes elèctrodes i engeguen una llei de comunicació que els permet de saber quins sofriments senten i el que poden fer per ajudar-les, fins i tot intervenen sobre els comportaments d'algunes espècies carnívores...

- Carnívores? Però que foten els vegans? Au, de pressa!

C&C

suivez-nous sur

Habilité à la parution de vos **annonces légales.** Contactez-nous par mail : **legales@letc.fr**

Une dictée à deux roues

Cyclisme. ***Céret prépare l'accueil du Tour de France. Sophie Menahem, adjointe au maire, fait le point.***

Vous êtes dans les starting blocks ?

En effet, le Tour de France sera, dans la foulée des festivités qui sont prévues cet été, un moment fort de l'activité de la commune, ville étape de départ, le 11 juillet prochain. La difficulté, c'est le contexte d'un confinement qui ne pourra être rompu brutalement et dans un rythme qui n'est pas maîtrisable. Il faut donc travailler à des options et faire ce qui est possible en amont.

Comment saisissez-vous cette opportunité ?

Déjà, le 19 mars dernier, il y a eu le temps fort de la dictée faite aux élèves des classes de 6e du collège de Céret et des classes de CM1-CM2 des écoles de la communauté des communes par Guilhem Guirado, qui fut capitaine de l'équipe de France de rugby à XV de 2016 à 2019. La ligne de départ de la course sera inaugurée à l'occasion de la fête de la Cerise si celle-ci peut avoir lieu les 22 et 23 mai. Une question a été posée en fin de dictée aux élèves : Qui a gagné le Tour de France 2020 ? C'est Tadej Pogacar. Au-delà de la recherche du gagnant, on sortira de l'Hexagone pour consulter la carte de l'Europe. Le vainqueur est Slovène.

Vous avez d'autres projets ?

Proposé aux écoles de la communauté de communes, un projet « Savoir rouler à vélo » (SRAV) a pour but de promouvoir la généralisation de l'activité cycliste afin qu'elle devienne aussi incontournable que la natation pour les élèves des écoles. Ce projet permet une dynamique interactive entre différentes organisations et institutions (services municipaux, Éducation nationale, clubs cyclistes, fédération française du cyclisme 66 et USEP 66). Faire du vélo, ce n'est pas seulement un sport, c'est aussi une autre façon d'apprendre la géographie, de regarder la nature et d'appréhender le temps qui passe. Une des retombées de la venue du Tour de France sera certainement le développement des mobilités douces et l'occasion de penser notre ville et son développement touristique autrement.

Propos recueillis par Yvon Huet

© DR.

La question : « Qui a gagné le Tour de France 2020 ? » a été posée aux élèves de primaire et du collège en fin de dictée.

-annonceslégales-annonceslégales-annonceslégales-annonceslégales-

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte SSP du 06/04/2021 à Collioure, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à Responsabilité Limitée

Dénomination sociale : LA FOURMI ROUGE COLLIOURE

Siège social : 6 rue Colbert 66190 COLLIOURE

Objet social : Fabrication et vente d'objets en métaux précieux

Durée de la société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 1 000 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire

Gérance : Mme CREAMER Valérie demeurant à 6 rue Colbert

66190 Collioure et M. TORGUET Vincent demeurant à 2 Avenue de Canet 66570 SAINT NAZAIRE, nommés pour une durée indéterminée.

Immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés de Perpignan.

MODIFICATION DE GERANCE

SAS CRHAM
Au capital : 1500€
Siège : 2 chemin de la baladouze, 66800 Estavar
Immatriculée sous le N°882 557 689 00016 au RCS de PERPIGNAN

Par décision de l'Assemblée Extraordinaire en date du 28/08/2020 il a été pris acte de la révocation de son statut de directeur général,

Monsieur PUPAZA Ion demeurant à 6 carrer d'Ix, principal 1a, à Puigcerda (Espagne), à compter du 28/08/2020.

Monsieur NOELL Mathieu, demeure le président et seul gérant à compter de cette même date soit le 28/08/2020.

Mention en sera faite au Registre du Commerce et des Sociétés de PERPIGNAN.

Pour avis

Le Président

Domaine de Sabbat, SCI au capital de 59.278 €. Siège: 24 bld Carnot 66720 Latour de France, 891 788 176 RCS PERPIGNAN. L'AGE du 01/04/2021 a transformé la SCI en Groupement Foncier Viticole à compter du jour de ladite Assemblée. Cette transformation n'entraîne pas la création d'un être moral nouveau. Elle sera opposable aux tiers dès les formalités de publicité réalisées conformément aux textes en vigueur. Elle produit immédiatement effet dans les rapports entre les associés et entre les associés et la gérance. La dénomination de la société, sa durée, son objet social ne sont pas modifiés. Le gérant demeure Sylvain Lejeune. RCS PERPIGNAN

Aux termes d'un acte reçu par Maître Bertrand-Robert BEIGNER Notaire à SALEILLES (66), le 1er avril 2021, M. Gaetano BULONE né à LICATA (Italie), le 29 novembre 1956, et Mme Marguerite ZARBO, née à DIEUZE (57), le 9 mai 1957, demeurant à SAINT-CYPRIEN (66), rue Heitor Villa Lobos n°242, ont convenu dans l'intérêt de la famille, de changer entièrement de régime matrimonial conformément à l'article 1937 du Code civil.

Ils ont déclaré adopter pour l'avenir le régime de la communauté universelle avec clause d'attribution intégrale au conjoint survivant, tel qu'il est établi par l'article 1526 du Code civil.

Les oppositions pourront être faites dans un délai de trois mois et devront être notifiées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice à Me BEIGNER, notaire à SALEILLES, 24 av de Perpignan.

En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimonial au juge aux affaires familiales du Tribunal judiciaire compétent.

AQUILAE CONSEIL

SC au capital de 5.000 €
Siège social :
20 RUE DES CAROUBIERS, 66600 Rivesaltes
852 482 595 RCS de Perpignan

En date du 02/04/2021, la société AQUILAE GROUP, au capital de 100.000 €, siège social : PRES CLERMONT, 14340 Cambremer, 793 759 424 RCS de Lisieux, associé unique de la société AQUILAE CONSEIL, a décidé la dissolution sans liquidation de cette société dans les conditions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil.

Les Créanciers peuvent former opposition devant le Tribunal de commerce de Perpignan dans les 30 jours de la présente publication.

Pour avis,

AVIS

SCI DE LA BROT - Société civile immobilière - au capital de 1 524,50 euros Siège social : 4 bis de la Rasclose 66690 SAINT-ANDRE - 382 707 768RCS PERPIGNAN : l'AGO du 07.11.2019 nommé : Véronique MONET demeurant 31, avenue des

Bassins 34290 BASSAN pour une durée illimitée, en remplacement de Claude MONET. L'article 15 des statuts a été modifié en conséquence et le nom de Claude MONET a été remplacé par celui de Véronique MONET. Dépôt légal au RCS PERPIGNAN. Pour avis - La Gérance

CEGELEC PERPIGNAN

SAS au capital de 4.112.784 €
Siège social :
335 RUE LOUIS DELAUNAY, ZI NORD, 66000 Perpignan
537 915 670 RCS de Perpignan

En date du 29/03/2021, l'associé unique a nommé en qualité de président M. LOISELET Xavier, demeurant 17 rue du Clos Barbé, 35137 Pleumeleuc en remplacement de M. BEATA Sylvain, à compter du 29/03/2021.

Modification au RCS de Perpignan

CASINO D' ARGELES PLAGE

SAS au capital de 75000 €
Siège social :
Allée des Pins, 66700 Argelès-sur-Mer
634 200 430 RCS de Perpignan

En date du 01/04/2021, le Comité Stratégique a nommé en qualité de président M. PEYRAS Samuel Dylan, demeurant 1882 avenue du Brusc, 83140 Six-Fours-les-Plages en remplacement de M. DUFORT Damien, à compter du 01/04/2021.

Modification au RCS de Perpignan

Etude de Maîtres SARDA, SPITERI, XABÉ-POIRIER, de ZERBI, Notaires associés à PERPIGNAN (66000), 44 Rue Hector Guimard

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte sous seing privé en date du 9 avril 2021, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

La société a pour objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question. La dénomination sociale est : SCI VITOFILY.

Le siège social est fixé à : SALEILLES (66280), 52 avenue des Crouettes.

La société est constituée pour une durée de 99 années

Le capital social est fixé à la somme de : MILLE EUROS (1 000.00 EUR).

Les apports sont en numéraires.

Les parts sont librement cessibles au profit d'un associé, de son conjoint, d'un ascendant ou descendant dudit associé, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Les gérants de la société sont : Monsieur Anthony FILY demeurant à SALEILLES (66280), 52, Avenue des Crouettes et Madame Virginie FILY demeurant à SALEILLES (66280), 52, Avenue des Crouettes.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PERPIGNAN.

Pour avis

Le notaire.

CASINO DE ST CYPRIEN

SAS au capital de 1111500 €
Siège social :
Quai Arthur Rimbaud, 66750 Saint-Cyprien
305 792 053 RCS de Perpignan

En date du 01/04/2021, le Comité Stratégique a nommé en qualité de président M. PEYRAS Samuel Dylan, demeurant 1882 avenue du Brusc, 83140 Six-Fours-les-Plages en remplacement de M. DUFORT Damien, à compter du 01/04/2021.

Modification au RCS de Perpignan

Rectificatif à l'annonce publiée dans LE TRAVAILLERS CATALAN du 13/11/2020 concernant M. DESMULIE BENJAMIN JEAN-FRANCOIS. Il fallait lire : Benjamin Jean-Francois DESMULIE demeurant 27 RUE DES THERMES APPARTEMENT 6 -66110 AMELIE LES BAINS PALALDA

Aux termes d'un acte reçu par Maître Bertrand-Robert BEIGNER Notaire à SALEILLES (66), le 8 avril 2021, M. Jean MARTINEZ né à LORCA (Espagne), le 9 mai 1946, et Mme Dolorès TOMAS, née à TORTOSA (Espagne), le 29 septembre 1946, demeurant à SAINT-CYPRIEN (66), 1 av Léonard de Vinci, ont convenu dans l'intérêt de la famille, d'aménager leur régime matrimonial conformément à l'article 1397 du Code civil.

Ils ont déclaré supprimer la clause d'attribution intégrale de la communauté au survivant d'entre eux.

Les oppositions pourront être faites dans un délai de trois mois et devront être notifiées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice à Me BEIGNER, notaire à SALEILLES, 24 av de Perpignan.

En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimonial au juge aux affaires familiales du Tribunal judiciaire compétent.

Plus d'articles à découvrir sur le site www.letc.fr

L'USAP c'est costaud

Rugby. ***Malmenés en première période (9-20), les Catalans l'emportent (29-27) face à Biarritz.***

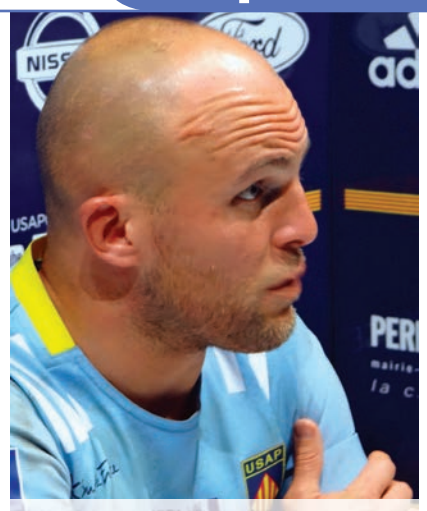
Le printemps est enfin là mais le stade Aimé-Giral reste très froid, amputé de tous ses fidèles empêchés de hurler le bonheur de pouvoir encourager leur club favori. Quelle tristesse ! Et ce ne sont pas les patotes en carton qui créent une quelconque ambiance. Les « *USAP ! USAP !* » ça manque vraiment, en particulier lorsque les joueurs catalans ont besoin du souffle de leurs supporters. La première mi-temps se serait mieux déroulée pour les sang et or si le 16e homme avait pu communier avec les joueurs.

Contrés en début de match

L'USAP a-t-elle pris le match par le bon bout ou a-t-elle fait du jeu pour jouer ? Ce n'est évidemment pas la bonne solution qui fut adoptée par les Catalans, ce que confirme le capitaine Mathieu Acébes : « *Ce n'était pas le début de match qu'on avait prévu de faire, on a été contrés* ». Il est vrai qu'à 6-6, l'USAP, sur le point de marquer un essai, se fait intercepter le ballon. Le score, au lieu de passer à 13-6 devient 6-13 en faveur des Biarrots. Coup de massue ! S'en suivent deux cartons jaunes successifs et un essai de pénalité. Non ! Pas des cartons pour agressions mais pour fautes techniques relevées par l'arbitre. Fin de première période et huit minutes de la seconde à 13. Mais surtout un 9-20 au marcador. De quoi déstabiliser n'importe quelle équipe de Pro D2... sauf l'USAP.

Un autre visage après la pause

Même si Mathieu Acebes révèle que « *à la mi-temps on n'en menait pas large dans le vestiaire* », force est de constater que c'est une nouvelle USAP qui est sortie du tunnel (au sens propre comme au sens figuré !) après les citrons. Il fallait conserver le ballon à 13 face à 15 Biarrots. Pas facile ! Mais le capitaine exemplaire précise que « *ce qui nous fait gagner c'est l'intelligence tactique* ». En effet les Catalans ont été capables de simplifier leur jeu, faire du jeu à une passe, mais ont su reprendre l'axe au lieu d'écarter les ballons. « *Ce soir c'était pas du talent mais de l'envie* » conclut Mathieu qui a même dû quitter son poste de trois-quarts centre pour endosser celui de… troisième ligne centre. Un match énorme pour ce chef de file de la tribu sang et or. De l'envie débordante alors que son vis-à-vis n'était autre qu'un ancien... All Black qu'il réussit à museler pendant quatre-vingts minutes. Une référence ! Derrière son panache blanc (bien dégarni et bien rasé) tout le monde a pris le pas et a compris ce qu'il fallait faire. L'USAP n'avait pas prévu, avant le match, de faire du hourra rugby, les consignes n'ont donc pas été respectées pendant les quarante premières minutes. À la pause les pendules se sont remises automatiquement à l'heure d'un commun accord et le plan de jeu a été facilement modifié « *par respect pour les coachs, pour les supporters, pour que nous, joueurs, nous puissions nous regarder dans les yeux* », se plaît à décortiquer le capitaine. Respect ! C'est le mot d'ordre de cette équipe qui n'a plus le droit de se lancer dans un match de cette façon. Le coach Patrick Arlettaz, après avoir longuement étreint son capitaine, reconnaît aussi sa culpabilité « *dans son plan de jeu où il voulait*



Mathieu Acébes.

que ses joueurs aillent pénétrer l'adversaire un peu plus loin que sur les zones bords et mettre plus de volume et de vitesse ». Mea culpa !

Ce qu'il faut retenir c'est que rien n'est impossible à ce groupe-là. Même à la pause, les joueurs n'ont jamais eu un seul doute sur leur capacité à remporter ce match. L'USAP est un groupe fort à l'image de son capitaine.

« *Les joueurs s'aiment bien entre eux et ont envie de faire un truc* » rappelle le stratège des lignes arrières. Confirmation fin mai début juin, car la demi-finale à Aimé-Giral est quasiment acquise.

Fins aviat.

Jo Solatges

Un éclair pour éteindre des flammes !

Les Argelésiens le savent déjà, mais pas tous les amoureux du Bois des pins, lieu emblématique de la plage : le marché artisanal qui se trouvait au rond-point d'entrée de la commune devrait, selon les désirs de la municipalité, émigrer sous les pins du Bois en question… pour gagner quelques places payantes de parking à l'entrée de la plage. Projet un tantinet surréaliste quand on connaît la fragilité du lieu, les dangers d'incendie qu'il peut entraîner. Un petit mégot sur un tapis d'aiguilles de pins et hop… le Bois de pins devient un souvenir… Argelès perd son âme difficilement préservée.

Vite un éclair de lucidité au sein de la municipalité pour éteindre des flammes menaçantes.

Canet se paierait bien Montpellier !

Coupe de France de football. ***Après l'OM en 16e, pourquoi pas Montpellier en quart de finale ? La D1 ne fait plus peur à Canet.***

Ils sont héroïques nos Catalans. Après avoir réalisé l'exploit de battre l'OM en 16e de finale de la Coupe de France, ils ont tenu tête à l'équipe de Boulogne-sur-Mer, une équipe évoluant en National 1 quand Canet évolue en National 2. Pendant de longues minutes durant la seconde mi-temps, les Boulonnais sont montés à l'abordage des buts du gardien de Canet. Mais, dernier rempart infranchissable, il a empêché Boulogne-sur-Mer de décrocher le match nul qui lui aurait permis d'accéder à une séance de tirs au but qui s'apparente toujours à une partie de roulette russe.

Canet, recroquevillé devant son gardien a profité de sa bonne étoile, le ballon passant souvent près de la cage sans jamais vouloir y entrer.

L'exploit d'une équipe

Juste avant la mi-temps, le milieu de terrain catalan, Yohan Baï, avait, sur un centre millimétré de Quentin Martin, logé le ballon dans les cages du portier. On dit qu'un but avant la mi-temps compte double, et il semble bien que ce fut encore le cas…

Ce n'est pas un hasard si le gardien, Maxime Ferry et Yohan Baï, ont été désignés comme les deux meilleurs hommes du match. Mais n'oublions pas qu'il faut onze joueurs pour jouer et c'est l'ensemble de l'équipe qui a accompli un excellent match.

Face à Montpellier, ils vont de nouveau rencontrer une équipe de Première division. Mais, après avoir battu l'OM, rien ne pourrait leur faire peur. Bien sûr, dans un coin de leur tête, ils auraient préféré rencontrer le PSG pour offrir à leurs supporters un match de gala. Joueurs, entraîneurs, dirigeants, supporters attendent tous avec impatience un nouvel exploit du club catalan.

Bonne chance à tous ! Molta sort a tothom !

Dominique Gerbault

Meurtres en Israël

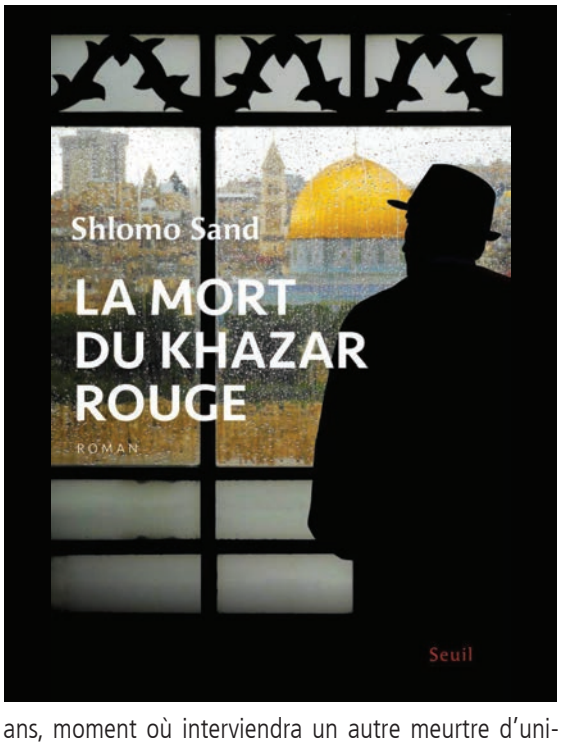
Polar. ***Professeur émérite à l'université de Tel-Aviv, Shlomo Sand publie « La mort du Khazar rouge », son premier roman, un thriller captivant.***

Shlomo Sand, historien et universitaire israélien, est connu en France, en particulier grâce à un livre publié en 2008, *Comment le peuple juif fut inventé* (Fayard). Dans cet essai il déconstruisait le récit biblique de l'exil des Juifs voici deux mille ans, puis de leur retour en Israël, terre promise. Pour lui, l'exil des Juifs n'a pas eu lieu, d'ailleurs aucun ouvrage historique ne le relate. Il considère que ce mythe national fondateur sert de justification à la colonisation.

Le livre en son temps a fait grand bruit et suscité nombre de controverses en Israël (il a subi les attaques des historiens sionistes) comme en Europe ou aux États-Unis. Ajoutons que Shlomo Sand est aussi connu pour son engagement en faveur de la paix.

L'historien devient romancier

Voilà qu'en 2019 l'historien se mue en romancier, il publie un polar, *La mort du Khazar rouge*, aujourd'hui disponible en collection de poche (Points) qui se lit avec délectation. Il s'ouvre sur le meurtre mystérieux d'un professeur d'histoire à l'université de Tel-Aviv. Yitzhak Litvak menait une vie sans histoires entièrement tournée vers son travail et ses recherches. Qui pouvait vouloir sa mort ? Émile Morkus, commissaire arabe israélien va mener l'enquête, elle s'étendra sur vingt



ans, moment où interviendra un autre meurtre d'universitaire. Il apparaîtra que ces assassinats ont peut-être à voir avec les travaux des enseignants tués. Des travaux qui développent une thèse qui fait étrangement penser à celle que développe l'essai de Shlomo Sand, *Comment le peuple juif fut inventé*. On y apprendra beaucoup de choses sur les Khazars, peuple mystérieux d'origine turco-mongole ayant adopté le judaïsme comme religion officielle, et leur relation avec Israël…

Avec Shlomo Sand, l'histoire n'est jamais bien loin, elle est en toile de fond d'une intrigue remarquablement construite. Celle-ci est traversée de personnages épatants, Emile Morkus, flic plein d'humour et de sagesse, qui n'oublie jamais qu'il est Arabe israélien, Gallia Shapira, jeune et brillante chercheuse dépositaire des travaux du maître… Fin connaisseur du milieu universitaire, Shlomo Sand en livre une description savoureuse. Le roman est aussi une plongée saisissante dans la société israélienne, les forces qui s'y affrontent, les étudiants pacifistes, les services secrets. En même temps ce livre pose une question troublante, peut-on assassiner des idées ?

Schlomo Sand, pour qui le roman policier donne un éclairage pertinent sur la société, en fait, avec ce premier, la brillante démonstration. On espère qu'il sera suivi de beaucoup d'autres.

Nicole Gaspon

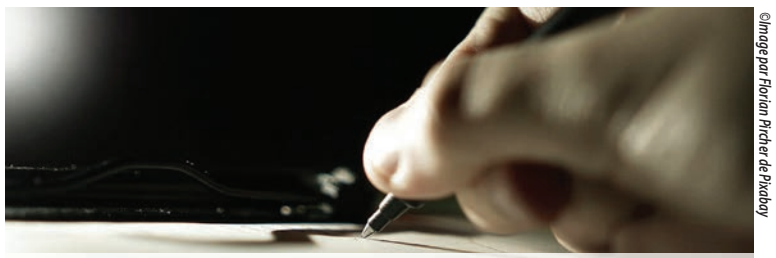
Quand la création résiste à tous les tourments

Culture. ***Malgré les contraintes sanitaires, on assiste à un fourmillement de créations parmi les compagnies théâtrales du département.***

Après la stupeur du premier confinement, une reprise timide cet été des manifestations culturelles, et enfin, le dernier arrêt de la culture, les artistes même dans le doute, même dans l'angoisse de l'avenir, continuent le chemin de la création. Ils refusent l'arrêt, ils n'admettent pas que la création soit un exercice qui appartient au monde d'avant.

Les cahiers se noircissent d'idées, les instruments s'accordent, les voix se réchauffent, les corps se dénouent pour retrouver le gout du mouvement. Ils refusent tous l'idée de la mort du spectacle vivant.

Les voilà au travail et avec toute l'ardeur et la passion qu'on leur connait. Sans argent mais un cœur vaillant, ils inventent, travaillent, font et défont. Pourquoi faire ? Pour demain, pour être prêts. Parce que c'est leur raison d'être et d'exister. En se promenant dans le département sur chaque territoire, on entend parler d'ensembles musicaux, de compagnies théâtrales ou de danse qui dans une salle de répétition ou dans un salon d'appartement répètent et sont en élaboration de projet de création. En voici quelques exemples de compagnies : la compagnie Noctambule et son adaptation de l'album « *Marions-les* », le Théâtre de la Corneille et ses « *Inventores* », La Cie Mercimonchou et sa création « *La dignité des goutelettes* », la compagnie La Lanterne avec « *Le gang (Histoire de considération)* », La cie La Lie « *À table Marcello* », Encima « *Je rêve que je dors* », le Trio Badaboume Bisotte avec « *Chanson à tartiner* », et on pourrait continuer de noircir cette page.



©Image par Florian Pircher de Pixabay

Ils refusent tous l'idée de la mort du spectacle vivant.

Ce département fourmille d'artistes de talent et de spectacles en devenir qui n'attendent qu'une chose : le public. Malgré les difficultés de la situation actuelle, même avec un genou à terre, ils résistent ; parce qu'ils sont convaincus que le spectacle vivant a une place dans nos vies et dans notre société, ces artistes sont des enfants terribles qui auront toujours besoin et envie de jouer.

Anne Guichet

« Putain de covid »

Bande dessinée. ***Quand le Neuvième art se met au service de la lutte contre la pandémie et donne la parole aux soignants.***

Védécé , vie de carabin, c'est à la fois un blog et une série de bandes dessinées, commencées alors que l'auteur, brillant graphiste, était encore un jeune interne. On s'est familiarisé avec ce personnage en pantalon bleu et blouse blanche, hirsute et masqué de noir. Et beaucoup de soignants, d'anciens malades aussi, se sont reconnus dans ces récits sans complaisance, qui décrivent à la fois la grande misère des hôpitaux, la solitude des patients, les efforts des personnels, la solidarité qui s'y manifeste vaille que vaille.

Cette BD est un peu différente, par son thème d'abord, et aussi parce qu'elle est écrite à deux. Védécé travaille « ailleurs qu'en ville », et s'exprime avant tout par le dessin. L'autre intervenant est médecin dans un hôpital de la région parisienne. Chacun d'eux, avec un temps de décalage, a pris de plein fouet la vague du Covid.

Ce sont 35 jours de leur vie qui sont décrites, presque minute par minute, avec des phases de doute, d'exaspération, de désespoir, mais aussi la claire conscience de vivre un moment historique, et qu'après rien ne sera plus comme avant. Tout cela le verbe haut, avec des traits d'humour noir, de tendresse désespérée aussi.

La dernière image de cette BD n'est pas un dessin mais une photo, celle de deux mains qui se serrent, symbole historique de la solidarité, notamment syndicale, et encouragement à poursuivre le combat pour sauver des vies.

Jean-Michel Galano

Védécé et l'Interne de garde, « Putain de Covid », Hachette, 14,95 euros.

S.O.S culture !

UPTC. ***Une séance exceptionnelle de l'Université populaire du Travailleur Catalan, a eu lieu vendredi 9 avril, avec Serge Regourd, sur la culture, un sujet essentiel, quoi qu'en pensent les hautes autorités du pays.***

Dans ce contexte de gestion chaotique de la crise sanitaire, l'Université populaire du *Travailleur Catalan* a, sans attendre des jours meilleurs, décidé de profiter de la venue à Perpignan de Serge Regourd à propos de son dernier ouvrage, *S.O.S culture*, qu'il présentait à la librairie Torcatis, pour l'inviter à une rencontre-débat avec un public en nombre délibérément limité et dans le strict respect des règles sanitaires.

Du rêve de Malraux à la réalité sociale

Visiblement heureux de se retrouver en ce lieu d'éducation populaire, Serge Regourd évoque son compagnonnage avec Jack Ralite à la suite de sa prise de position contre la privatisation de TF1 en 1987. C'est fort de cette expérience militante alliée à celle d'universitaire spécialisé dans les questions culturelles et à celle d'élu régional en charge de la culture, qu'il livre dans ce texte ses réflexions sur la manière dont celle-ci est traitée dans notre pays. Il montre comment les choses se sont dégradées depuis la création par le général de Gaulle d'un ministère dédié, confié à André Malraux. Celui-ci avait un projet politique : permettre au plus grand nombre d'accéder aux grandes œuvres. Cela s'est traduit par des moyens accordés aux acteurs de la culture mais n'a pu vaincre l'obstacle social analysé par Pierre Bourdieu sous les concepts de « *capital culturel* » et de « *domination symbolique* » des classes supérieures.

Le déclin de la politique culturelle de la France

Le ministre Jack Lang a, par la suite, transformé l'ambition initiale en l'objectif de « *permettre à tous les Français d'exprimer leurs capacités créatrices* ». S'instaure l'ère du « tout culturel », inspiré du modèle multiculturaliste anglo-saxon, qui tend à un nivellement que le conférencier résume dans cette formule : « *à défaut d'avoir pu faire que la culture soit populaire, on fait que le populaire soit culturel* ». S'impose l'idée que les individus sont capables par eux-mêmes d'apprécier les œuvres et d'accéder à la culture. Or ce n'est pas ce qu'a pu constater Serge Regourd dans sa vie professionnelle déplorant le « *désert culturel* » à l'université. Il met en cause l'absence de toute politique culturelle en France et évoque cette scène du film d'Yves Jeuland, *Un temps de président*, où l'on voit François Hollande donner pour toute orientation à Fleur Pellerin, fraîchement nommée, le conseil d'aller au spectacle en lui disant : « *Tous les soirs, il faut que tu te tapes ça… Et dis-leur que c'est bien, c'est beau… Ils veulent être aimés… Et dis-leur aussi qu'ils sont un levier économique, ils sont très fiers d'être un levier économique…* » Nous sommes décidément très loin de la conception d'un Jack Ralite qui reprenait à son compte cette parole de Saint John Perse : « *la culture c'est le luxe de l'inaccoutumance* ».

J. M. Lemaire

Serge Regourd à la rencontre du collectif d'artistes occupant l'espace Ecoiffier.

Une visite de soutien

De passage dans le département pour la promotion de son livre « S.O.S. Culture », Serge Regourd, président de la commission Culture du conseil régional, accompagné de Patrick Cases, conseiller régional, a, le 10 avril, fait un détour par Alénya pour apporter son soutien au collectif des intermittents, précaires et chômeurs qui occupe l'espace culturel Ecoiffier. Le maire d'Alénya était également présent sur les lieux. Un moment d'échanges fructueux.

Ella Fitzgerald, mamie scat

Portrait. ***Le 25 avril 1917 naissait Ella Fitzgerald. Sa trajectoire musicale, sa présence, sa virtuosité et sa malice ont révolutionné le jazz vocal. En attendant d'entendre à nouveau les criquets qu'elle aimait tant, voici un petit hommage.***

On dirait qu'elle vient de quitter la cuisine dans laquelle elle faisait des beignets de tomates vertes et du poulet frit pour débouler sur cette scène noire, pleine des cuivres d'un big-band enfiévré. Dans une robe ample, à fleurs ou à motifs, elle glisse jusqu'au micro, s'excusant presque du dérangement. Elle triture un mouchoir blanc qui lui fera la nuit, épongeant cette sueur qui suinte du fond de l'âme. Elle se tourne vers les musiciens, un big band de pointures, silencieusement respectueux, et leur parle, en off. Ils écoutent en silence, c'est la patronne. Elle est massive et droite, épaisse. C'est un baobab, racines au ciel, cime dans la terre, tellurique et tortueuse. Nourricière. Avec sa grosse tête à chignon et ses yeux minuscules derrière ses culs de bouteille, on dirait qu'elle va se mettre à tricoter une brassière à ses petits enfants. Puis elle nous parle. C'est « mamie p'tite fille ». Une petite voix toute timide, qui sort d'un grand corps qui vibre dans la nuit. Enfin elle saisit le micro d'une main, celle qui ne tient pas le mouchoir, et soudain les anges et les démons descendent sur la terre. Plus rien n'est noir ou blanc et Harlem débarque. On est loin de l'Alabama c'est bien la noire New-York qui se pointe. Ella, c'est la souris des villes. Le swing et le scat* s'emparent d'elle et elle flotte au dessus du bois de la scène. Trois octaves la vieille ! Son visage de chat miro se transforme. Elle devient princesse. Déesse. Reine. *The First Lady of Swing.* Et de temps en temps un petit rire de fillette. Comme si elle se moquait gentiment de nous voir ainsi scotchés. Comme si elle se jouait de nous. Une nuit au cours d'un concert à Antibes/Juan-les-Pins à l'été 1964, alors qu'elle se produit dans la Pinède Gould à l'occasion du Festival Jazz à Juan, elle s'arrête au milieu d'une chanson et nous dit « *listen !* » puis se tait pour que nous prenions conscience du chant des cigales. Elle se met à improviser avec elles et c'est ainsi que nait le mythique *Cricket Song*. Plus tard, elle mettra fin à cette nuit qu'on voudrait éternelle. Après six rappels, elle se tournera vers le fond de la scène, et s'éloignera vers le noir, dans le rond découpé d'une poursuite qui se ferme, et les applaudissements de ses musiciens. Sur la fin de sa vie, quasi aveugle, on la guidait vers le micro, puis on la ramenait dans sa loge, jusqu'à ce que le diabète lui coupe littéralement les jambes. Reste sa voix, dans la poussière illuminée d'un projecteur et la plainte d'un trombone, éternelle et limpide.

Robert Barrero

*Le scat est une forme de jazz vocal à base d'improvisation musicale, de simples syllabes, d'onomatopées rythmiques, ou d'imitations vocales d'instruments de musique

Tromper son monde

Le paradoxe me submerge : mes longues activités syndicales m'ont assez souvent donné l'occasion de fréquenter ceux que l'on appelle des hauts fonctionnaires (d'une hauteur avant tout symbolique), donc entre autres et les plus prestigieux, des énarques, princes de l'énarchie et anciens élèves de la prestigieuse école. Devant leur suffisance, la raideur de leurs propos enrobés d'une apparente politesse, parfois obséquieuse, un discours d'une lumineuse obscurité pour vous rouler dans la farine, je me suis dit souvent : « *Ils me prennent pour un c….* ». Il pouvait arriver que le c… s'énervât, et balançât à son tour quelques perfidies bien éduquées qu'ils faisaient mine de traiter par le mépris qu'à la fameuse école on leur avait appris.

Défendre l'ENA

Eh bien, paradoxe : mon humeur va me conduire à défendre cette école-là au moment où un de ses prétentieux rejetons tente de lui donner le coup de grâce. Il va me falloir m'expliquer. La tâche est ardue.

Créée après la seconde guerre mondiale, l'ENA avait l'objectif de former les grands serviteurs de l'État à partir d'un recrutement dans le cadre d'un concours très sélectif qui respecte les règles démocratiques de tout concours. La haute fonction publique, auparavant, était issue de multiples voies où les influences les plus occultes pouvaient jouer à plein, où l'entre soi aristo-politique jouait à plein et où l'attachement à la défense de l'État passait bien après la soif d'une promotion et d'un fromage, bien sûr mérités. On a vu ce que cela a donné pendant les temps d'occupation où une grande partie de la haute fonction publique s'est glorieusement assise sur les valeurs républicaines, allant jusqu'à

© BMEIA, Angelika Lauber

servir sans qu'ils le demandent les intérêts allemands. Voir le rôle de Papon à la préfecture de Bordeaux ! L'attitude de Jean Moulin, préfet choisissant la Résistance fut malheureusement très minoritaire. L'ENA a donc été faite pour reconstruire un État que l'on voulait démocratique. Dans le même temps le gouvernement d'alors créait pour l'ensemble des fonctionnaires un statut spécifique (Merci Maurice Thorez qui en fut l'artisan) qui garantissait leurs droits et qui perdure, malgré les coups que n'ont cessé de lui porter les gouvernements successifs. Merci Anicet Le Pors de l'avoir défendu.

Un rôle positif

L'ENA d'alors a joué un rôle positif dans la reconstruction d'un pays et dans la mise en oeuvre de réformes qui feront notre force : la santé, la protection sociale, les retraites, l'aménagement du territoire, les nationalisations, les entreprises publiques, les transports, l'énergie. Je me permets encore de rappeler aux plus jeunes qu'on vit encore (un peu) sur cet élan-là, issu du travail du Conseil national de la Résistance qui donne encore de l'urticaire à tous les réactionnaires (dont Macron).

D'où la décision, prise tout seul, d'enterrer l'ENA, en plein milieu d'une pandémie, où il n'est pas foutu de fournir l'élémentaire (masques, tests et vaccins) : l'ENA, symbole insupportable d'une élite, dont il a, en personne, accumulé dans sa carrière toutes les tares.

Dérives

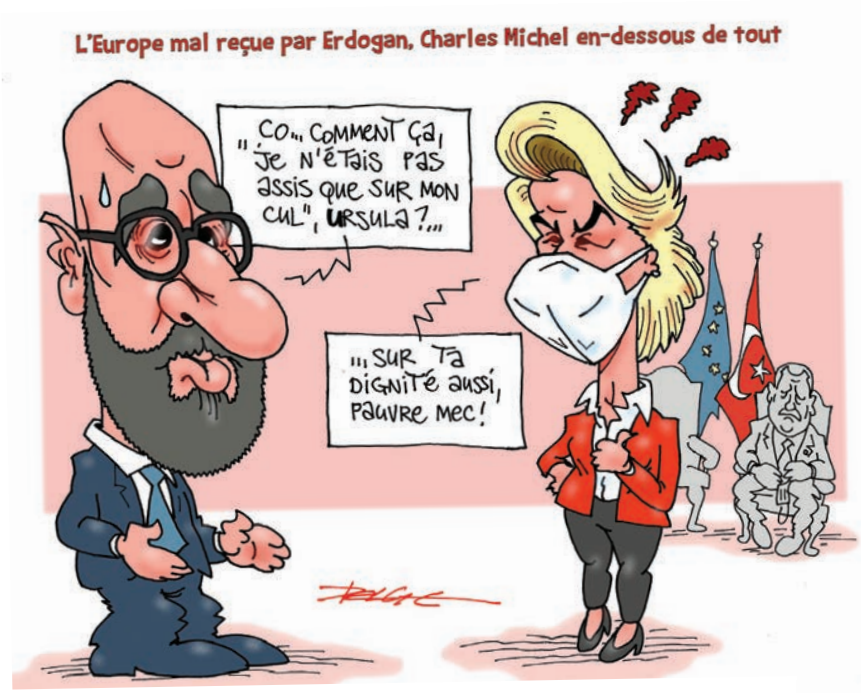
En effet l'ENA, dans son histoire, au cours des ans, a dérivé de l'administratif au politique, une proportion importante d'anciens élèves occupant beaucoup des postes de pouvoir, pas toujours avec une grande efficacité (voir Hollande), mais aussi vers l'économique et le financier (voir Macron et son épisode banque Rothschild et bien d'autres PDG nantis). Une constante, cette évolution a été marquée par un conservatisme de classe qui occultait les divisions sociales sous les valeurs « supérieures » d'un intérêt général, par une résistance obstinée à une vraie démocratisation. Les effets de la crise, l'exacerbation d'une situation de plus en plus difficile pour le peuple, le refus des pouvoirs d'entendre la colère sociale ont focalisé sur le personnel politique et sa formation le rejet d'un symbole que récupère aujourd'hui l'énarque-jupitérien pour faire croire aux Gilets Jaunes et aux autres qu'il va fermer une école qui est responsable de tous leurs maux.

Une nouvelle fois il trompe son monde pour préserver sa classe et leurs profits

À sa place je garderais l'ENA et mettrais un peu de Karl Marx au programme, je pense que ce serait plus efficace pour le pays et sa population.

Jean-Marie Philibert

L'actu vue par DELGE



Habilité à la parution de vos **annonces légales.** Contactez-nous par mail : **legales@letc.fr**

Plus d'articles à découvrir sur www.letc.fr

suivez-nous sur